

Rassegna del 19/08/2021

MONDE

19/08/21	Mobilisations anti-passe sanitaire : l'antisémitisme d'extrême droite resurgit	Chambraud Cécile - Couvelaire Louise
19/08/21	Intervista a Tal Bruttman - « Les accusations d'empoisonnement par les juifs avaient disparu depuis le Moyen Age »	Ayad Christophe
19/08/21	Civitas, de l'intégrisme chrétien au complotisme	Laurent Samuel
19/08/21	Antisémitisme: le poison de la banalisation	...

Mobilisations anti-passe sanitaire: l'antisémitisme d'extrême droite resurgit

Depuis la fin du mois de juin, les messages antisémites, directs ou allusifs, sont récurrents chaque samedi. Les représentants de la communauté juive et les associations de lutte antiraciste appellent à la vigilance

Les slogans fleurissent: «Prochaine étape, une rafle des non-vaccinés», «Non au passe-nazi-taire». Les symboles faisant référence à ce qui représente, dans la mémoire collective, le pire de la barbarie, apparaissent sur les avant-bras des manifestants (des numéros) et sur le revers de leurs vestes (des étoiles jaunes). Dans la ville de Neuillé-Pont-Pierre (Indre-et-Loire), des étoiles de David ont été peintes sur les murs d'un centre de vaccination. Une stèle érigée en l'honneur de Simone Veil a été vandalisée trois fois en une semaine, à Perros-Guirec (Côtes-d'Armor). A Metz, le 7 août, une enseignante, Cassandre Fristot, ex-membre du Front national, brandissait une pancarte avec une liste de noms de «traîtres», la plupart de confession juive, et au centre, l'inscription «Mais Qui?», le «Q» étant orné de cornes. Destiné à désigner les «responsables de la crise», il est devenu un code visant à diffuser la parole antisémite sur les réseaux sociaux.

Depuis la fin du mois de juin, ces comparaisons récurrentes avec le sort réservé aux juifs lors de la seconde guerre mondiale et les manifestations d'antisémitisme – directes ou allusives – s'expriment chaque samedi dans les cortèges des opposants aux mesures sanitaires. Elles marquent le retour au premier plan d'un antisémitisme d'extrême droite décomplexé. «Depuis le début des années 2000, on a beaucoup porté l'accent sur l'antisémitisme islamiste. Or, l'antisémitisme que l'on voit aujourd'hui et qu'on a pu avoir tendance à sous-estimer, c'est celui qui émane de l'extrême droite», souligne Joël Mergui, le président du Consistoire central israélite de France.

Face à cette résurgence, en actes, en mots et à visages découverts – donc assumée – de la haine antijuive, les institutions représentatives de la communauté juive et les associations antiracistes appellent à la vigilance. «S'en prendre aux juifs est toujours révélateur d'une agression envers toute une société, rappelle M. Mergui. Quand on commence à s'en prendre aux juifs, à terme, c'est toute la société qui est visée. L'antisémitisme n'est que la

partie émergée de cette haine des institutions, de l'ordre établi...»

«QUI?», EXPRESSION D'UNE OBSESSION

«Qui?» Un simple «pronom interrogatif», selon le groupe catholique intégriste d'extrême droite Civitas. «Une expression antisémite caractérisée qui ne dupe personne, y compris la justice», pour Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme (LDH). On connaît son origine. Il s'agit d'une référence à la question posée le 18 juin à l'ex-général Dominique Delawarde, sur CNews. Ce signataire, en avril, d'une «tribune des généraux» qui appelait à l'intervention de l'armée pour protéger «nos valeurs civilisationnelles», évoquait ceux qui «contrôlent la meute médiatique». «Qui?», lui demande à plusieurs reprises Claude Posternak, communicant et membre de La République en marche. «La communauté que vous connaissez bien», finit par lâcher le général en retraite.

Dès le 18 juin, il est repris par des militants, qui y voient un excellent cheval de Troie pour véhiculer leur obsession antisémite dans la mouvance mobilisée des antivaccins et anti-passe sanitaire, tendance complotistes. «Qui?», demande par exemple le même jour Pierre de Brague, rédacteur en chef d'Egalité et Réconciliation, le site d'Alain Soral, en retwittant une citation sur la vaccination de Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, puis, le lendemain, un tweet d'Anne Sinclair sur le même sujet. Beaucoup d'autres suivront, repris par des cercles de plus en plus larges.

«Dès le début de la pandémie, explique l'historien Marc Knobel, spécialiste de la propagande raciste et antisémite sur Internet et auteur de *Cyberhaine* (Hermann, 238 pages, 24 euros), des accusations à relents antisémites ont été postées en français, notamment sur le site russe VKontakte et sur le réseau américain Gab.com. Elles ont d'abord ciblé Agnès Buzyn, alors ministre de la santé, son époux, l'immunologiste Yves Lévy, et Jérôme Salomon, directeur général de la santé. Puis elles ont été élargies plus généralement aux

juifs. On retrouve des allégations d'empoisonnement, une constante de l'antisémitisme depuis la peste noire [au Moyen Âge].»

En février 2021, une vidéo de l'antisémite maintes fois condamné Alain Soral intitulée «le courage de nommer l'ennemi» est publiée sur YouTube: «Tant que nous n'aurons pas nommé l'ennemi tel qu'il doit l'être, et qu'on passera par des périphrases, (...) tant qu'on ne nommera pas cette oligarchie parasitaire et prédatrice, (...) on ne sera pas entré dans la phase de subversion réellement active. (...) On est très peu à avoir le courage de le faire. D'ailleurs, vous voyez que quand je le fais, je le fais par périphrases, parce que c'est un procès à chaque fois.»

Scander «Qui?», c'est désigner sans nommer, c'est «vous savez bien de qui je veux parler» sans le dire tout en le disant, un processus classique utilisé par les antisémites patentés depuis la fin de la seconde guerre mondiale, souligne Michel Tubiana. La pancarte «qui» s'inscrit dans la même veine que les chiffres 88 [un code pour Heil Hitler, les deux mots commençant par la 8^e lettre de l'alphabet] et, plus récemment, que la quenelle. Ce geste – qui consiste à tendre un bras vers le bas, la paume de l'autre main sur l'épaule, dont la paternité revient au polémiste Dieudonné, utilisé comme un bras d'honneur antisémite contre le système – a été exécuté en marge des manifestations des «gilets jaunes».

Si ces mobilisations ont été un «tremplin» pour les antisémites d'extrême droite qui exprimaient leur haine souvent «à l'écart» des cortèges (dégradations, quenelles...), selon Dominique Sopo, le président de SOS Racisme (qui va également se constituer partie civile dans l'affaire Cassandre Fristot), les manifestations anti-passe sanitaire, elles, voient fleurir des pancartes en



Mobilitazioni contro il passaporto sanitario: torna l'antisemitismo di estrema destra

leur sein, sans que personne ne réagisse. «L'absence de réaction des manifestants envers ces marqueurs antisémites revient à banaliser l'un des pires fléaux», explique Pierre Mérat, président honoraire du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Pis, le 14 août, des militants ont manifesté publiquement leur soutien à Cassandra Fristot. Une situation inédite: de mémoire de militants antiracistes, c'est la première fois que de telles expressions d'antisémitisme s'expriment aussi librement dans des manifestations à revendications sociales ou sociétales. «Les luttes sociales ont toujours généré des relents antisémites associant les juifs à l'argent et au pouvoir, mais le plus souvent cela s'exprimait en coulisses, via des réseaux d'initiés, pas ainsi, ouvertement, au cœur des manifestations», remarque Pierre Mérat. L'irruption des thèses complotistes, qui se sont répandues sur la Toile, participe de cette résurgence débridée, tout comme l'utilisation massive et pratiquement sans filtre des réseaux sociaux.

PROCESSUS DE BANALISATION

«On se trouve devant un phénomène viral nouveau, estime Alain David, de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). On le voit surgir dans des situations où on se dit: "mais quel est le rapport? Quel est le rapport avec le prix du gazole? Avec la pandémie?" On a même vu un tag traitant Mbappé de "nègre enjuivé". En fait, on a affaire à un antisémitisme matriciel, systémique, qui prend le relais d'un ressentiment général latent.» Un logiciel configuré pour s'adapter à tous les sujets, en somme, et que la fachosphère peut dégainer à tout propos et «sans même plus prendre la peine de se maquiller», alerte Joël Mergui, qui y voit un «signal très inquiétant». «Cet instant médiatique était une occasion unique pour les antisémites, relève Marc Knobel. Ils adaptent leurs accusations contre les juifs à des fins stratégiques. Ils s'adaptent à l'actualité. Ils distillent leur venin dans un environnement sanitaire où les gens ont peur. Ils instrumentalisent l'épidémie à des fins politiques.»

Le processus de banalisation est identique lorsque les manifestants opposés au passe sanitaire comparent leur situation à celle des juifs lors de la seconde guerre mondiale. «Comparer, c'est relativiser la barbarie nazie. Si Macron c'est comme Hitler, alors c'est que ce n'était pas si grave. Consciemment ou pas, ce sont des logiques de renversement classique de l'extrême droite qui se présente alors

comme étant en résistance, analyse Domini-que Sopo. La bêtise n'excuse pas tout!» «Nous recevons 100 000 scolaires par an, principalement des collégiens et des lycéens, un élève de 3^e sait faire la différence entre le III^e Reich et la France d'aujourd'hui et est capable de dire aux manifestants à quel point ils s'égarent», lance Jacques Fredj, directeur du Mémorial de la Shoah, à Paris et à Drancy (Seine-Saint-Denis).

Reste à savoir comment réagir, quelle est la réponse la plus pertinente. Pour les associations qui luttent contre le racisme et l'antisémitisme, le recours à la justice peut se révéler un véritable casse-tête. «L'Union des étudiants juifs de France [UEJF] a fait le choix de cibler les propagateurs de haine, type Alain Soral ou Hervé Ryssen, et les grandes plates-formes, explique sa présidente, Noémie Madar. Mais dans bien des cas, même si le juge de première instance prononce des peines lourdes, y compris de la prison, en appel, elles se transforment en suris.»

C'est ce qui s'est passé en décembre 2020, lorsque la cour d'appel de Paris a relaxé Alain Soral, condamné un an plus tôt en première instance pour «provocation à la haine raciale antisémite» après la diffusion par son site d'un morceau de rap intitulé *Gilets jaunes*, dans lequel des pancartes portant le nom ou le visage de Rothschild, Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy ou Patrick Drahi étaient brûlées. «Comment voulez-vous qu'un porteur de pancarte dans une manifestation ait peur de la justice?», interroge la dirigeante syndicale.

L'exercice est aussi à double tranchant. Pierre Mérat, avocat, se souvient de ce jour au tribunal, lors du procès du négationniste Roger Garaudy, condamné en 1998 pour «contestation de crime contre l'humanité» et «provocation à la haine raciale». L'homme s'est retourné et «il nous a remerciés de lui avoir fait tant de publicité. Grâce à nous, disait-il, il avait récolté une fortune en dons et multiplié les ventes de son livre». Le risque de transformer les personnes poursuivies en égéries maltraitées existe-t-il, comme peut-être dans le cas de Cassandra Fristot? Un procès peut vite devenir une tribune pour celui ou celle qui en est l'objet et la condamnation n'a souvent aucun impact.

Alors, faut-il poursuivre ou pas? Pour les associations antiracistes comme pour le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui a déposé plainte contre l'enseignante à la pancarte «Qui?», la justice reste indispensable. C'est un tremplin pour diffuser une mémoire ou une parole, et rap-

peler aux auteurs qu'il existe des normes. L'enseignante, interpellée puis placée en garde à vue, sera jugée pour «provocation publique à la haine raciale» le 8 septembre, a annoncé le parquet de Metz.

Les associations se mobilisent pour «ne rien laisser passer», martèle Pierre Mérat, du MRAP, qui va se constituer partie civile dans l'affaire Cassandra Fristot. «Si la tolérance zéro a un sens, c'est en ce moment, soutient Francis Kalifat, président du CRIF. Il faut relever, dénoncer, traduire en justice, condamner, ça ne s'étouffera pas tout seul. Il faut isoler le germe cancéreux qui est en train de se diffuser pour pouvoir le combattre.»

ÉDUCATION ET SENSIBILISATION

Quant aux plates-formes Internet, obtenir qu'elles modèrent les contenus est un combat où les victoires viennent lentement. Un petit pas a été franchi en juillet par plusieurs associations, dont l'UEJF, qui ont obtenu de la justice l'obligation pour Twitter de rendre publics dans les deux mois ses paramètres de modération sur les contenus signalés. Quoi qu'il en soit, aux yeux des militants antiracistes, la justice n'est, en aucun cas, un substitut au combat politique et à la pédagogie. Education, sensibilisation, stages de citoyenneté figurent parmi les mesures alternatives aux poursuites et s'adressent aux délits antisémites et racistes du quotidien, comme une insulte telle que «sale juif».

Le parquet de Paris a signé une convention avec le Mémorial de la Shoah en 2014, celui de Versailles vient d'en signer une, et celui de Pontoise devrait suivre. «Une condamnation, ça dure cinq minutes et ça n'a aucune portée pédagogique quand elle est sèche, insiste M. Fredj. Le type sort de là encore plus énervé.» Ces stages ont un impact pour «une petite partie d'entre eux». Dans le meilleur des cas, «pour la moitié d'entre eux». «Ce que ces stages nous ont appris, c'est que les profils sont très variés – des laissés-pour-compte qui ont un compte à régler avec la société, aux personnes très cultivées avec une bonne situation qui se sont perdues dans des colères – et que tous ces programmes s'étaient beaucoup concentrés sur les scolaires et avaient délaissé les adultes», poursuit le directeur du Mémorial de la Shoah. Les lieux accueillent désormais des formations destinées aux agents des collectivités en relation avec le public et bientôt au sein des entreprises. «L'antisémitisme est si présent dans notre société qu'il y a vraiment urgence», conclut-il. ■

CÉCILE CHAMBRAUD
ET LOUISE COUVELAIRE

«LES LUTTES
SOCIALES ONT
TOUJOURS GÉNÉRÉ
DES RELENTS
ANTISÉMITES, MAIS
LE PLUS SOUVENT
CELA S'EXPRIMAIT
EN COULISSES»

PIERRE MÉRAT
président honoraire
du MRAP

«CET INSTANT MÉDIATIQUE
ÉTAIT UNE OCCASION UNIQUE
POUR LES ANTISÉMITES. ILS
S'ADAPTENT À L'ACTUALITÉ.
ILS INSTRUMENTALISENT
L'ÉPIDÉMIE À DES FINS
POLITIQUES»

MARC KNOBEL
historien

« Les accusations d'empoisonnement par les juifs avaient disparu depuis le Moyen Age »

Selon l'historien Tal Bruttman, le regain d'antisémitisme observé en France n'est pas récent

« NOTRE MONDE S'EST RECONSTRUIT COMME UNE RÉPONSE À TOUT CE QUI S'EST PASSÉ PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE »
ENTRETIEN

Tal Bruttman est historien, spécialiste de la Shoah et de l'antisémitisme en France. Il a notamment publié *La Logique des bourreaux, 1943-1944* (Hachette, 2003) ainsi qu'*Au bureau des affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite, 1940-1944* (La Découverte, 2006).

Comment expliquez-vous le regain actuel d'antisémitisme ?

Ce regain n'est plus si récent que ça. Pendant les manifestations des « gilets jaunes », il y avait déjà des messages antisémites. Les références à Rothschild, qui est un marqueur caractéristique de l'antisémitisme depuis le XIX^e siècle, étaient fréquentes. D'ailleurs, la pancarte de la manifestante de Metz [Cassandre Fristot, membre du groupeuscule Le Parti de la France] le cite. Lors de l'élection présidentielle de 2017, le candidat Emmanuel Macron a été décrit comme « le banquier de Rothschild » – à l'extrême gauche comme à l'extrême droite –, alors qu'il est un parfait technocrate.

Qu'est-ce que la pandémie de Covid-19 a changé en matière d'antisémitisme ?

En France, les accusations d'empoisonnement avaient disparu depuis le Moyen Age. On a vu ce mythe resurgir à la faveur de la

pandémie. Dans les manifestations contre le passe sanitaire – surnommé le « passe nazi-taire » –, vous avez deux mouvances, les antivax et les anti-passe : c'est l'occasion d'une jonction entre l'antisémitisme primaire de ceux qui pensent que le vaccin a été inventé par les juifs pour détruire les autres, et l'antisémitisme plus politique de ceux qui disent que les juifs contrôlent les médias, le pouvoir.

N'y a-t-il pas une contradiction à utiliser des symboles comme l'étoile jaune pour dénoncer le passe sanitaire et, dans le même temps, d'accuser les juifs de profiter du Covid ?

C'est un retournement des stigmates assez courant. On a dévoyé le terme de « rafles » depuis des années pour parler de violences policières. Puis le terme « gazer » s'est imposé pendant les manifestations de « gilets jaunes » pour désigner les grenades lacrymogènes de la police. Ceux qui manifestent estiment subir une violence équivalente à la Shoah, par la faute des juifs. Ces contradictions apparentes ont toujours été présentes dans l'antisémitisme : les juifs sont une race inférieure, mais ils contrôlent le monde ; ils sont laids, mais séduisent nos femmes, etc.

On se traite de « collabos », on se présente comme des « résistants », on arbore l'étoile jaune et on vilipende « une certaine communauté ». Pourquoi l'imaginaire politique français est-il encore tant marqué par la seconde guerre mondiale ?

C'est normal. Notre monde s'est reconstruit comme une réponse à tout ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale. C'est explicite dans le préambule de la IV^e République, repris dans celui de la V^e. Pendant

DATA STAMPA



ARTICOLO NON CEDIBILE AD ALTRI AD USO ESCLUSIVO DEL CLIENTE CHE LO RICEVE - 2994

Intervista a Tal Bruttman - «Le accuse di avvelenamento degli ebrei non si vedevano dal Medioevo»



quatre décennies, toute la classe dirigeante, jusqu'à Mitterrand, a été issue du moule de la seconde guerre mondiale. Et les deux décennies suivantes, les années 1980-1990, ont été occupées par la prise de conscience de la centralité de la Shoah puis de la reconnaissance par l'Etat français de son rôle, qui intervient avec le discours de Chirac sur la rafle du Vél d'Hiv, en 1995. Tout cela n'est pas si vieux.

Et à peine quinze ans plus tard, vous avez quelqu'un comme Eric Zemmour qui tente de réhabiliter Pétain, prétend qu'il a sauvé des juifs. Il a beaucoup contribué à réhabiliter la droite maurrassienne. Cela n'est pas le fait de Marine Le Pen. Je ne parle pas de son père, qui est ouvertement négationniste et a fondé le Front national au début des années 1970 avec des collaborationnistes. A l'opposé du spectre, Jean-Luc Mélenchon arbore depuis des années le triangle rouge, symbole des prisonniers politiques dans les camps de concentration. C'est une référence omniprésente. Il s'agit du dernier événement majeur de l'histoire de France, d'autant que le débat sur les guerres de décolonisation a été escamoté.

N'y a-t-il pas, dans le besoin en France de se référer en permanence à la seconde guerre mondiale, une façon de se rassurer sur son statut de vainqueur et de grande puissance?

Sans de Gaulle, la France n'aurait pas rejoint le camp des vainqueurs. Aujourd'hui encore, tout le monde se réclame de lui, y compris Nicolas Dupont-Aignan et Florian Philippot, qui sont pourtant plus proches de l'autre camp. Sans de Gaulle, le débat sur le déclin français aurait commencé dès 1945. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE AYAD

DATA STAMPA



ARTICOLO NON CEDIBILE AD ALTRI AD USO ESCLUSIVO DEL CLIENTE CHE LO RICEVE - 2994

Civitas, de l'intégrisme chrétien au complotisme

L'organisation a encouragé l'usage de la question rhétorique « Qui ? » pour fustiger un « nouvel ordre mondial » responsable de la pandémie

FACE À LA CRISE SANITAIRE DUE AU COVID-19, CIVITAS A ADOPTÉ UN TON DE PLUS EN PLUS CONSPIRATIONNISTE

Les cortèges qui défilent contre le passe sanitaire affichent un front des plus éclectiques, où coexistent « gilets jaunes », certains syndicats, des organisations de gauche radicale, mais aussi la droite extrême. C'est le cas de Civitas. Ce groupuscule chrétien intégriste est très présent dans les rassemblements anti-passe sanitaire partout en France et à l'origine de campagnes d'affichage massives.

L'une de ces affiches fustige la « tyrannie démocratique » et montre les portraits de plusieurs dirigeants, dont Emmanuel Macron ou le ministre de la santé, Olivier Véran, et derrière eux, le milliardaire américain et fondateur de Microsoft, Bill Gates, qui n'a pourtant que peu à voir avec la politique sanitaire française. Le visuel traduit surtout une vision complotiste, selon laquelle Bill Gates est associé à d'autres figures de la finance mondiale, comme le milliardaire George Soros ou le fondateur du Forum économique de Davos, Klaus Schwab, pour incarner une forme de complot des élites, appelé parfois « Etat profond » (« deep state »), une expression empruntée à la droite trumpiste américaine.

Un tournant

Le pronom interrogatif « Qui ? » s'inscrit dans la même dénonciation aux accents volontiers antisémites d'une conspiration des puissants pour provoquer la pandémie mondiale. Et sa propagation dans les manifestations doit beaucoup à Civitas. L'organisation a pris fait et cause pour Cassandre Fristot, l'enseignante interpellée pour sa pancarte marquée de cette question « Qui ? » agrémentée de noms de personnalités, pour la plupart

de confession juive, alors qu'elle défilait à Metz aux côtés des militants de Civitas. Le mouvement a d'ailleurs appelé ses sympathisants à défilé avec des pancartes marquées du fameux « Qui ? »

Civitas, qui a tenu sa troisième université d'été du 17 au 19 juillet au Puy-en-Velay – et n'a pas répondu à nos sollicitations – est né d'un schisme, rappelle le politologue Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite. Disciple de Charles Maurras, le pétainiste Jean Ousset crée dans l'immédiat après-guerre le mouvement traditionaliste de la Cité catholique, proche du maurrassisme et du royalisme. Mais la structure se divise sur la question de l'intégrisme chrétien alors porté par l'archevêque Marcel Lefebvre, qui crée en 1970 le mouvement dissident de la Fraternité Saint-Pie-X. Une partie des anciens de la Cité catholique choisissent de rester dans le giron du Vatican et fondent le mouvement Ichtus, l'autre partie lance Civitas, « bras politique du lefebvristisme », rappelle Jean-Yves Camus.

Longtemps méconnu en dehors des cercles catholiques, Civitas s'est d'abord centré sur la défense de l'Eglise, notamment en manifestant contre certaines œuvres d'art ou pièces de théâtre. Mais la mobilisation contre le mariage entre personnes de même sexe en 2012-2013 marque un tournant. Une nouvelle tête pensante, Alain Escada, ancien militant d'extrême droite belge – dont la librairie, se souvient M. Camus, proposait déjà des ouvrages « antijuifs et antimaçonniques » dans les années 1980 – radicalise l'organisation et lui donne un ton plus politique.

Civitas sera l'une des principales organisations animatrices du « Jour de colère », manifestation réunissant divers courants d'extrême droite en janvier 2014 à Paris. Ses membres y défilent aux côtés de Riposte laïque, d'Alain Soral ou des partisans du polémiste Dieudonné. Les slogans antisémites y abondent.

Questions bioéthiques

Un « pôle de radicalité » se constitue peu à peu, explique Jean-Yves Camus, des personnalités issues des mouvances les plus extrêmes, comme l'ancien cofondateur des Jeunesses nationalistes, Alexandre Gabriac, intègrent l'organisation, qui devient un parti politique en 2016. Si Civitas n'a jamais revendiqué de thèses ouvertement antisémites, le mouvement a pu appeler à « la séparation du CRIF [le Conseil représentatif des institutions juives de France] et de l'Etat », entre autres provocations.

Sur le site Medias-presse. info, qui relaie ses thèses, on peut lire des articles évoquant le « judaïsme anti-chrétien » ou la « pédophilie dans la communauté juive ». De par son opposition à l'avortement, la procréation médicalement assistée ou à l'euthanasie, le mouvement s'intéresse aux questions bioéthiques, soutenant des personnalités controversées comme le professeur Henri Joyeux ou la généticienne Alexandra Henrion-Caude, à l'engagement chrétien revendiqué.

Face à la crise sanitaire en 2020, le mouvement a soutenu les thèses du controversé professeur Didier Raoult, et dénoncé la perspective d'une obligation vaccinale, tout en adoptant un ton de plus en plus conspirationniste, reprenant nombre de théories issues du trumpisme, comme le « great reset » (la « grande réinitialisation » en français) l'idée qu'une élite mondiale veut profiter de la pandémie pour imposer une dictature globale. Pour Jean-Yves Camus, en rejoignant le front hétéroclite des opposants, « Civitas veut sortir de la marginalité » et attirer vers son mouvement, qui reste groupusculaire. ■

SAMUEL LAURENT

DATA STAMPA



ARTICOLO NON CEDIBILE AD ALTRI AD USO ESCLUSIVO DEL CLIENTE CHE LO RICEVE - 2994

Civitas, dall'integralismo cristiano al complottismo



ANTISÉMITISME : LE POISON DE LA BANALISATION

ÉDITORIAL

Tandis que les Français renouent avec la vie en société et discutent sans fin des bienfaits ou non de la vaccination contre le Covid-19, un phénomène nouveau semble émerger au sein des manifestations contre les mesures sanitaires: la résurgence d'un antisémitisme public, brandi à visage découvert, assumé. Ce phénomène peut surprendre, tant il paraît déconnecté de l'actualité du moment et éloigné de polémiques qui parfois attisent certaines tensions communautaires. Là, il n'est question – ou ne devrait être question – que de la politique gouvernementale sur la vaccination, le passe sanitaire, l'utilisation d'un masque chirurgical et d'un QR code.

Pourtant, les associations antiracistes s'alarment des manifestations d'antisémitisme qui accompagnent les cortèges chaque samedi en France. Des numéros aux avant-bras, en référence aux déportés des camps de concentration, ou des étoiles jaunes au revers des vestes, en référence à la politique antisémite nazie, fleurissent. Des quenelles, imaginées par l'ancien humoriste Dieudonné, sont exécutées. Les « Qui? » dirigés contre la communauté juive, en référence à une allusion antisémite du général à la retraite Dominique Delawarde sur CNews, sont gravés sur des pancartes. Des étoiles de David sont peintes sur des centres de vaccination. Une stèle rendant hommage à Simone Veil, en Bretagne, est vandalisée trois fois en une semaine. Que se passe-t-il en France?

La réponse n'est pas évidente, tant ces manifestations ne sont pas coordonnées politiquement et rassemblent des individus venus exprimer une colère personnelle contre « le système ». Il existe certes une évidente tentative de manipulation de l'extrême droite, qui essayait de profiter de toute colère pour promouvoir sa haine des autres en gé-

néral, et des juifs en particulier. Mais cette instrumentalisation n'explique pas tout, et certainement pas pourquoi quelqu'un qui n'a jamais manifesté et ne souhaite a priori que protester contre une mesure de restriction sanitaire – et c'est son droit – affiche soudainement un signe antisémite sur une pancarte. Ni pourquoi, autour de lui dans un cortège, nul ne réagit. Comme si l'antisémitisme était non seulement une idée qui s'affiche, mais d'une évidente banalité.

Si l'antisémitisme d'extrême droite est ancien, il semble désormais porté par la montée des sentiments complotistes. Car, dans ces manifestations, même si certains se contentent d'exprimer leur opposition à la politique sanitaire du gouvernement, d'autres semblent croire aux théories extravagantes piochées ici ou là sur le Web. Là aussi, l'extrême droite est souvent à la manœuvre. Reste que cet antisémitisme n'est pas là désincarné par le lâche anonyme en vigueur sur les réseaux sociaux, il s'affiche au contraire à visage découvert.

La question est désormais de savoir quelle réponse apporter à l'expression de sentiments qui visent une communauté et fragilisent la nation. Fermer les yeux et ne pas réagir est rarement la bonne option. Des associations antiracistes plaident pour des condamnations lourdes, tandis que d'autres sont réticentes à emprunter la voie judiciaire. Le Mémorial de la Shoah plaide pour favoriser l'éducation et la sensibilisation. Le débat est ouvert.

Quant au politique, il est étrangement absent. Si prompts à réagir lorsqu'un crime spectaculaire se produit, ce qui est heureusement rare, nos politiques doivent se saisir de cet antisémitisme au quotidien. S'offusquer d'un tweet ne saurait tenir lieu de politique publique. Ce racisme est un poison pour la société, un danger pour tous. ■



Antisemitismo: il veleno della banalizzazione

